

## La crise, le Congrès de Vienne et la cité radieuse...

par François Ewald

**Au terme du débat sur le thème « Libéralisme occidental contre capitalisme oriental », François Ewald, essayiste et professeur au Conservatoire des arts et métiers, avait la tâche malaisée de faire la synthèse des discussions. Partant des positions très divergentes des intervenants, il allait prendre le parti du philosophe qui commence par dire qu'il ne sait rien, qu'il s'interroge sur le sens des mots et se sert de l'humour pour des thèses en présence...**

En écoutant ces brillants orateurs, je constate que la « crise » n'a pas touché l'art de la conversation française du brillant requis dans un exercice français de conversation. Puisque nous sommes ici dans un salon du XVIIIe, je vous laisse le soin de choisir à quel moment nous sommes.

Après avoir entendu des certitudes, le philosophe ne peut sortir de là qu'avec des doutes. Je suis dans la position, sans critique, d'avoir à poser des questions et de ne savoir qu'une chose : je ne sais pas.

On devrait réfléchir un peu aux catégories, à l'épistémologie qu'il y a derrière notre manière de décrire la crise économique et financière qui a éclaté il y a deux ans.

Nous considérons beaucoup de choses comme allant de soi, mais le premier souci que l'on devrait avoir face à cette crise - qui n'est pas la première ni la dernière - serait de nous interroger sur les mots que nous utilisons. Sont-ils adéquats ? Sont-ils utiles pour nous diriger ?

Le premier jeu de catégorie auquel nous avons assisté est : faut-il utiliser le mot « crise », c'est-à-dire faut-il supposer la rupture d'une « harmonie » ?

Si l'on suppose que le développement de l'économie est par nature chaotique, qu'il y a toujours des heureux et des malheureux, qu'il n'y a jamais d'harmonie et qu'il n'y en aura jamais, qu'est-ce donc alors que la « crise » ? La notion est très relative. Il n'y a que des crises mais il se trouve que certaines sont plus intenses que d'autres à certains moments.

La pensée des économistes suppose souvent - c'est un peu l'idée de l'économie politique - que si on laisse faire, l'harmonie est au bout du chemin. Mais faut-il rester fidèle à ce schéma ?

Vous en avez eu quelques formules ici. Vous avez vu la fin heureuse de Jean-Marc Daniel : tout va mal, il y a un méchant. Il sera puni. Là où l'on en sort bien, c'est là où il n'y a pas d'Etat et où, finalement, le marché peut fonctionner plus ou moins bien.

Si l'on abandonne le modèle de l'harmonie, on est confronté à d'autres jeux qui sont des jeux de pouvoir, des jeux de rapports de force. On peut avoir dans ce qui a été dit, dans ces jeux, différents types d'acteurs. Michel Guenaire a une vision plus heureuse que Jean-Michel Quatrepoint. Il est au congrès de Vienne. Les Etats reprennent la main. Ils vont négocier. On arrive finalement à s'accorder. Il nous promet pour bientôt une sainte alliance qui ne serait plus simplement européenne mais qui sera universelle. C'est le grand rêve d'Henri Kissinger : s'inspirer des compromis du Congrès de Vienne qui ont su maintenir jusqu'au XXe siècle les Etats européens dans une paix relative en marginalisant les guerres.

Michel Guenaire a repris et utilisé le thème de « l'équilibre ». Il a malgré tout introduit un peu de rapports de force, qui sont à fleuret moucheté entre les Etats. Il a dit : « Les régulations, c'est de la rigolade ». C'est une thèse. Socratiquement, je vous invite à la mettre en doute. Michel n'est pas spécialement un révolutionnaire, mais il a malgré tout une certaine nostalgie de la révolution et méprise la réforme.

Je ne suis pas sûr qu'il faille négliger comme cela le thème des régulations. Si vous considérez que ce qui compte et qui influe sur la nature des choses c'est l'existence d'un système solidaire, alors le fait de modifier les régulations - c'est-à-dire les petits mécanismes de relations entre des acteurs - peut finir par infléchir les positions de domination. La « réforme » peut modifier les rapports dominants-dominés.

Pourquoi peut-on s'intéresser autant aujourd'hui au problème des bonus, au problème des régulations ? Parce que l'on peut avoir le sentiment que la clef d'un autre ordre n'est pas dans la macroéconomie, mais plutôt dans la microéconomie des relations de pouvoir.

En fin de compte, la « crise », c'est le moment où la distribution des pouvoirs est remise en cause. Certains vont perdre. D'autres vont gagner la bataille. L'enjeu est simple : qui va occuper les positions de force ? La thèse de Jean-Michel Quatrepoint est rude : dans toutes ces affaires, il n'y a que des rapports de force. Des appétits singuliers cherchent à dominer. Ces appétits peuvent être individuels - les financiers – mais les vrais maîtres du jeu sont des Etats.

Plusieurs parlent de revanche. Si nous disons que la période que nous vivons marque la fin de la période ouverte en 1492 par les grandes découvertes et le monde centré sur l'Europe. Si nous pensons que nous commençons à voir la revanche de la Chine - et je ne vois pas pourquoi cela se limiterait à la Chine ; quand vous parlez des puissances émergentes, ce sont souvent des pays que nous avons colonisés. Si donc la période dans laquelle nous entrons est celle de la revanche des pays colonisés sur ceux qui les ont exploités ou, comme dans le cas de la Chine, profondément humiliés, nous entrons dans une période où non seulement l'amélioration de relations économiques aura de l'importance, mais où se posera aussi la dimension politique des dominations et des dépendances.

Aurons-nous à vivre l'épreuve d'être dans un pays dont les décisions dépendront des autres ? Cela concerne bien sûr les décisions macroéconomiques, mais aussi beaucoup de choses plus larges qui conditionnent l'avenir de nos enfants.

Dans la vision « harmonique » de Xavier Lagarde, nos systèmes sociaux européens ont créé un individu unique. Il le prend par le côté sympathique. C'est l'individu libéré des besoins. C'étaient les objectifs de la guerre de 40 définis par Roosevelt.

Le paradoxe de cet individu est que sa liberté incontestable souffre d'une double difficulté :

- elle est totalement inconsciente, ignorante des solidarités qui la rendent possible. L'Etat-Providence prend en charge les prestations sans que l'on n'ait plus à s'en soucier ;
- dans un tel système, l'individu dépend en réalité totalement des autres. La conséquence est qu'il se sent extrêmement précaire, c'est-à-dire que sa liberté n'est en fait pas totalement assurée, qu'il y a un risque quelque part. Les individus sont libres mais ils ont conscience que leur liberté est vulnérable.

Je voudrais terminer en m'étonnant d'une chose : on a beaucoup parlé de « crise » dans le débat mais il n'a pas été question une seule fois de « catastrophe », un mot pourtant souvent employé dans le débat public.

De même, le mot « responsabilité » n'a pas été prononcé dans le débat.

Dans les visions qui nous sont proposées, soit il y a des acteurs, mais on nous explique qu'ils sont liés à des intérêts immédiats qui les rendent irresponsables, soit on nous propose des descriptions de type juridique ou économique, mais qui sont des mécanismes un peu abstraits où, précisément, la responsabilité des acteurs est absente.

On peut même aller jusqu'à suggérer que la crise actuelle trouve son origine dans l'immense absence de responsabilité d'acteurs-clé qui nous promettaient que l'on pouvait compter sur eux, qu'ils répondaient de nous. Ils ont trahi leurs promesses.

[<< Retour au sommaire](#)

 [Télécharger le PDF de l'article](#)

## **PRES@JE.COM**

Une publication de l'association PRESAJE

**(Prospective, Recherche et Etudes Sociétales Appliquées à la Justice et à l'Economie)**

Siège social : 2 avenue Hoche 75008 Paris - Courrier : 30 rue Claude Lorrain 75016 Paris

Tél. 01 46 51 12 21 - E-mail : [contact@presaje.com](mailto:contact@presaje.com) - [www.presaje.com](http://www.presaje.com)

Directeur de la publication : Michel Rouger